

Communiqué de presse

Contre la criminalisation de l'antifascisme ! Pour un front unitaire antifasciste !

Suite aux affrontements survenus à Lyon et à la mort d'un jeune militant néo-fasciste, pour laquelle désormais la justice est saisie, une véritable campagne médiatico-politique est en cours pour stigmatiser puis criminaliser l'antifascisme.

Par une totale inversion des valeurs et des faits, cette campagne d'instrumentalisation glorifie les nervis fascistes, criminalise l'antifascisme, et étend sa condamnation à l'ensemble des forces de progrès social.

Il est désormais clair qu'une frange de plus en plus importante des élites patronales, médiatiques et politiques a décidé de pactiser avec l'extrême droite. Les avocats du Capital, dont le premier d'entre eux, Emmanuel Macron, ne font passer leurs régressions sociales qu'à l'aide d'autoritarisme et de coups de force institutionnels qui piétinent l'esprit, parfois les procédures de notre démocratie. Bien sûr, les résistances ouvrières, sociales et populaires, arrivent tout de même à freiner ces régressions néolibérales. Cela est manifestement trop pour un Capital aux abois prêt à l'ultime compromission pour maintenir son système, ses prérogatives, ses privilèges et ses profits !

Il s'agit ainsi de faire porter la responsabilité de la violence aux forces de progrès social, dans un renversement de valeurs totalement dément, mais qui peut bénéficier de la puissante caisse de résonance des médias de milliardaires d'extrême droite, et de la connivence de trop nombreux médias de masse. Nous refusons toute remise en cause des libertés publiques et syndicales. Le droit de manifester, de s'organiser, de se syndiquer, de contester et de critiquer le pouvoir est au cœur de toute démocratie réelle. Criminaliser l'antifascisme ou assimiler les mobilisations sociales à des menaces pour l'ordre public constitue une atteinte grave à ces libertés fondamentales.



Or la réalité indéniable, c'est la recrudescence de violences de groupe d'extrême droite pouvant aller jusqu'aux homicides comme ce fut le cas pour Clément Meric, Martin Aramburu, Angela Rostas, Hichem Miraoui ...

Notre département non plus n'a pas été épargné : tracts islamophobes dans les bus de Bayonne (septembre 2023), tags homophobes à Tardets (juin 2024), tags xénophobes de Nemesis à Pau, tags nazis à Pau (septembre 2021) croix gammées à la FAC de Pau, au cinéma d'Urrugne (janvier 2025), sur les affiches de campagne du NFP à Ciboure et Urrugne (juillet 2024), agressions et attaque du local de Solidaires Etudiant·es à Pau (juillet 2025). Enfin, comment oublier qu'un ancien candidat RN a gravement blessé par balles deux personnes et tenté d'incendier la mosquée de Bayonne dans une tentative d'attentat islamophobe le 28 octobre 2019 ?

Au-delà des divergences, les forces du monde du travail doivent faire front commun contre le fascisme et l'extrême droite. C'est dans le rassemblement de notre camp social, dans la solidarité active, que nous, travailleuses et travailleurs pourrons faire obstacle à la banalisation de l'extrême droite.

Nous ne nous résignerons jamais à l'avènement du fascisme ! Nous continuerons à revendiquer nos engagements antifascistes. L'antifascisme c'est l'auto-défense contre l'ennemie mortelle des travailleuses et des travailleurs qu'est l'extrême droite ! L'antifascisme c'est lutter pour nos conquêtes, nos libertés, nos vies !

Aujourd'hui plus que jamais,

soyons toutes et tous antifascistes !



@ vigilance.syndicale.antifasciste64@ik.me

